

édito

La ville intelligente et bienveillante se concrétise



Jean-Paul Amoros, président de CDO Alliance

L'avenir urbain digital n'est pas tant un challenge technologique qu'un besoin de mutualiser, cristalliser et sécuriser des choix impliquant un grand nombre d'acteurs ayant chacun une responsabilité sur le long terme. C'est de faire entrer le citoyen et les usagers au cœur de l'expérience de la ville de demain. La concrétisation de la ville de demain est l'un des sujets qui mobilise CDO Alliance, ses entreprises et collectivités membres, et leurs écosystèmes. Nos experts ont partagé leurs regards sur les enjeux, les usages et les stratégies de mise en œuvre afin d'éclairer nos membres sur ce sujet au cœur de l'expérience citoyenne. Doit-on attendre qu'un GAFA investisse nos rues? Pouvons-nous converger autour d'architectures à valeurs ajoutées complémentaires grâce à de nouvelles technologies? Facilitatrice de création de valeur, CDO Alliance est une passerelle de production en écosystème d'actifs (assets) pour l'accélération et la diffusion des transformations sociétales, économiques, et technologiques que nous vivons. Avec le lancement de notre commission Villes et Territoires de Demain, notre travail se poursuit.

Regards croisés de 4 experts CDO Alliance sur les enjeux de la ville intelligente



De gauche à droite : **Olivier Pastorelli** (VP Engineering de SmartHab), spécialiste des bâtiments connectés, **Vincent Lauriat** (CIO du groupe Saur), expert du « smart metering », **Matthieu Domain** (DGA de MFG Labs) et **Grégoire Argenton** (administrateur de CDO Alliance), experts en science des données.

Dans un contexte de raréfaction des ressources, de lutte contre la pollution et la surproduction de déchets, d'évolution des modes de travail et des modes de transport, d'insécurité et de fracture sociale, les villes doivent résoudre les problématiques d'urbanisation et les externalités associées de manière plus efficiente. Pour cela, les éléments serviciels de la ville intelligente s'articulent autour de 3 piliers principaux : le trafic et le transport ; les ressources et l'environnement ; la sécurité et l'assistance.

Pas d'intelligence sans data

Historiquement, les systèmes utilisés au sein des villes fonctionnent de manière autonome avec leurs propres données. Pour généraliser la mise en place de services « intelligents », il faut collecter de la data. Cela passe par l'installation de capteurs et la récupération de données déjà disponibles dans les systèmes de la ville ou auprès des fournisseurs d'infrastructures. Le nombre et la qualité des services que l'on peut mettre en œuvre est décuplée si la collecte est organisée et atteint une densité critique. En effet, la variété, la qualité et la quantité des données disponibles aura un impact déterminant sur la performance des modèles d'intelligence artificielle

associés. Par exemple, SmartHab intègre au niveau des bâtiments des capteurs de qualité d'air, de consommation d'eau et d'électricité, ainsi que des automates de points d'éclairage et de manœuvres d'ouvrants. Les données sont disponibles localement et transmises à un datacenter, au niveau d'un ensemble d'immeubles, ce qui permet une gestion maîtrisée du bâtiment.

Pour le groupe Saur, la présence de capteurs sur les réseaux de fluides répond avant tout à des enjeux « internes » : les capteurs aux points de livraisons servent à la facturation mensuelle. Demain, en donnant des informations en temps réel, ils permettront la détection de consommations anormales, avec déclenchement le cas échéant d'alarmes ou de vannes connectées pour isoler la défaillance.

Des services ciblant ultimement le citoyen, l'usager

Au-delà des problématiques d'optimisation des ressources, il y a un véritable enjeu sociétal. La ville intelligente doit réduire la fracture sociale et recréer des liens. La puissance publique doit se fixer un cap, en bâtissant des services qui ne se limitent pas aux besoins des gestionnaires, mais qui soient véritablement centrés sur l'amélioration

de l'expérience du citoyen - condition pour éviter la défiance et faciliter l'adoption.

C'est par exemple le cas de l'aide au maintien à domicile des personnes âgées. La supervision de la consommation d'énergie et de fluides permet de séparer de façon fiable les journées « normales » des journées « anormales ». Un mécanisme d'alerte des proches et des structures médico-sociales peut être mis en marche le cas échéant.

Il est aussi possible de minimiser les impacts des travaux en espace urbain. Partager les données entre les acteurs concernés et utiliser des algorithmes permet d'envisager une planification réduisant les nuisances. D'autres exemples de services sont détaillés sur le site www.datacity-fr.numa.co.

Des normes pour avancer plus vite

Le manque de normalisation des données et des échanges est toutefois un frein majeur : chaque acteur y va de son propre standard en espérant fédérer un écosystème pour en capter la valeur. Des normes doivent émerger et s'imposer aux acteurs, à l'instar de ce que Energy Star avait permis dans les années 80 aux États-Unis en poussant les fabricants à développer des produits « green » respectant ce standard. ■